Pacte sur la migration: un compromis nécessaire pour sortir d’un blocage « inacceptable » (Commissaire)

24.01.2020 | Pacte sur la migration: un compromis nécessaire pour sortir d’un blocage « inacceptable » (Commissaire)

La commissaire européenne Ylva Johansson appelle les pays de l’UE à un « compromis » sur le partage de l’accueil des migrants, espérant sortir d’une situation de blocage « inacceptable » avec un projet de réforme qu’elle présentera au printemps.

La Suédoise, commissaire aux Affaires intérieures, a entamé une tournée des capitales pour préparer ce « nouveau pacte sur la migration et l’asile » promis par la présidente de l’exécutif européen Ursula von der Leyen.

Une mission délicate, sur un dossier conflictuel. « Mon but est de calmer le débat sur la migration », explique-t-elle dans un entretien à l’AFP à Zagreb, juste avant une réunion informelle des ministres de l’Intérieur de l’UE vendredi.

« Ce n’est pas le seul domaine dans lequel les Etats membres ont des positions de départ très éloignées, mais dans les autres domaines on arrive à s’asseoir autour d’une table et à négocier, à trouver un compromis (…) une solution qui peut améliorer les choses ».

« Je suppose qu’aucun Etat membre ne va dire de ce Pacte, hourra, c’est la solution idéale », reconnaît cette ex-ministre du Travail du parti social-démocrate. Mais « il est inacceptable que nous soyons dans cette situation de blocage politique depuis si longtemps ».

Plus de quatre ans après la crise de 2015, les pays de l’UE n’ont pas réussi à se mettre d’accord pour réformer leur système commun d’asile bien que les flux migratoires aient fortement diminué dans l’ensemble.

Les pays par lesquels les migrants entrent dans l’Union, à qui incombe la responsabilité de l’examen des demandes d’asile, se plaignent d’un fardeau disproportionné, d’autres Etats connaissent des « mouvements secondaires » de migrants, et un précédent plan de quotas obligatoires (2015) pour des « relocalisations » a échoué.

Sans dévoiler la solution envisagée sur ce point, Ylva Johansson constate que « la relocalisation obligatoire est de toute évidence bloquée, la relocalisation sur une base volontaire ne suffira pas ». « Donc la solution sera quelque part entre les deux », se borne-t-elle à indiquer.

Si les arrivées ont considérablement baissé en Italie, pays qui a un temps fermé ses ports aux bateaux secourant des migrants en mer en 2019, cette route de la Méditerranée centrale reste la plus meurtrière.

Et en raison du conflit en Libye, la commissaire européenne s'est dite « très inquiète » de voir « plus de gens risquer leur vie en Méditerranée » pour rejoindre l'Europe.

— « Faciliter les renvois » —

L'UE est la cible des critiques d'ONG, qui appellent à une force européenne de sauvetage et fustigent un accord passé avec les garde-côtes libyens, chargés de bloquer les départs de migrants alors que le pays s'enfonce dans la guerre.

Les Etats membres devraient relancer l'opération navale Sophia, qui a servi à lutter contre les trafiquants d'être humains, mais elle serait désormais dédiée exclusivement au contrôle de l'embargo sur les armes à destination de la Libye.

Ylva Johansson a par ailleurs défendu un autre accord migratoire contesté, conclu par l'UE en 2016 avec la Turquie afin de faire baisser les arrivées sur les côtes grecques. Elle a rejeté les critiques d'Ankara qui a accusé l'UE de ne pas respecter ses engagements pris dans ce cadre.

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu s'est plaint mercredi que son pays n'ait pas reçu la totalité

des trois premiers milliards sur les six promis au total par l’UE.

L’UE paie « chaque mois » pour l’achat de nourriture pour les réfugiés et les salaires des enseignants, a rétorqué Mme Johansson. « L’argent sert aussi à financer par exemple des écoles, des centres de soins, et nous payons quand ils se construisent ».

Alors que la Turquie, qui accueille environ 4 millions de réfugiés, en grande majorité syriens, connait un afflux en raison des combats autour d’Idleb, la commissaire a estimé que ce pays « devait être soutenu » et que la coopération devait se poursuivre.

La commissaire juge aussi que l’Europe doit « faire beaucoup plus pour faciliter » les renvois de migrants en situation irrégulière: « il est important de faire la distinction entre ceux qui ont le droit de rester, qui doivent être accueillis, et ceux qui ne l’ont pas ».

Source : https://www.medias24.com/filafp/afp-153498-pacte-sur-la-migration-un-compromis-necessaire-pour-sortir-d-un-blocage-inacceptable-commissaire.html